

Les villes anti-TAFTA d'Europe haussent le ton

PAR LUDOVIC LAMANT

ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 23 AVRIL 2016

Manifestation à Hanovre (Allemagne), samedi 23 avril, contre le traité transatlantique. © Reuters

TTIP, une impasse ?

« La mairie de Barcelone s'est fortement engagée pour remunicipaliser la gestion de l'eau »

TTIP, une impasse ?

« La mairie de Barcelone s'est fortement engagée pour remunicipaliser la gestion de l'eau »

Une quarantaine de villes de toute l'Europe, dont Grenoble, se sont donné rendez-vous à Barcelone, pour durcir leur stratégie contre les négociations commerciales avec Washington. « Les États ne sont pas à la hauteur des défis européens. Nous voulons montrer qu'il existe des alternatives à ce genre de traités », explique à Mediapart le numéro deux de la mairie « indignée » de Barcelone.

De notre envoyé spécial à Barcelone (Espagne).-

À peine élue, Ada Colau, la maire « indignée » de Barcelone, avait fait voter **en octobre 2015** une résolution faisant de sa ville une zone anti-TAFTA, anti-CETA et anti-TISA. C'était, d'entrée de jeu, une prise de position contre trois des gros chantiers commerciaux en cours à Bruxelles, qui inquiètent nombre d'Européens : le traité de libre-échange entre l'UE et les États-Unis (TAFTA, ou **TTIP** dans le jargon bruxellois), celui déjà conclu entre l'UE et le Canada (CETA, **pas encore voté**), et enfin les discussions en cours sur la libéralisation des services financiers (TISA).

En vue de poursuivre sur la lancée de ce vote symbolique, la mairie catalane s'est transformée, jeudi 21 et vendredi 22 avril, en caisse de résonance des mouvements sociaux. C'était une première dans la bataille anti-TAFTA sur le continent : une rencontre entre des représentants d'une quarantaine de villes, de Vienne à Birmingham, de Grenoble à l'île grecque de

Corfou, de Madrid à Cologne, qui se sont déclarées « zones hors-TAFTA » – ou sont sur le point de le faire. Dans leur « **déclaration de Barcelone** » (pdf, **1.2 MB**) conclue vendredi soir, les participants exigent la suspension des négociations du TTIP et de TISA, mais aussi « la renégociation d'un nouveau mandat qui prenne en compte les demandes de celles et ceux qui n'ont pas été consultés ».

« Nous voulons tisser des liens entre les villes, pour que notre voix soit davantage entendue. Les municipalités sont en train de hausser le ton », a expliqué Gerardo Pisarello, le numéro deux de la mairie de Barcelone, en ouverture des débats organisés entre les murs de l'hôpital Sant Pau, un fleuron de l'Art nouveau catalan. Pisarello, un Argentin spécialiste des questions internationales, remplaçait au pied levé Ada Colau qui a bizarrement fait l'impasse sur la réunion, officiellement pour des raisons d'agenda. L'absence de celle qui ne cesse de gagner en popularité, sur la scène politique espagnole, a sans conteste affaibli la portée de l'événement, même si quelques figures de premier plan de la classe politique espagnole dont Pablo Bastinduy, député Podemos et très proche de Pablo Iglesias, y ont participé.

Depuis le lancement des négociations avec Washington au printemps 2013, plus de 1 600 villes, départements et régions se sont déclarés « hors TAFTA » à travers le continent, dont pas moins de 650 en France si l'on en croit **ce décompte de la campagne Stop-TAFTA** (avec, parmi les derniers en date, la **région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées**). Ces résolutions ne permettront pas, si le traité finit par aboutir, d'empêcher l'entrée en vigueur du texte dans les territoires en question. L'idée est plutôt, à travers ces votes, d'exercer une pression politique sur les gouvernements qui suivent les négociations, mais aussi sur les députés et eurodéputés qui auront leur mot à dire, une fois le texte finalisé. À Barcelone, la majorité des élus oscillaient entre l'aile gauche de la social-démocratie (Vienne, Séville) et une gauche plus critique, passant par des partis écologistes.

Alors que Barack Obama est en visite en Europe et devrait parler du TTIP avec la chancelière Angela Merkel dimanche en Allemagne, les discussions

catalanes ont dressé un inventaire très concret des inquiétudes des élus de terrain, qui tranchent avec les discours officiels de la commission de Bruxelles et de certains exécutifs nationaux. *« Les contextes nationaux sont très différents, et les tailles des villes présentes sont très variables aussi, mais j'ai entendu dans les échanges une vraie convergence concernant les inquiétudes que suscitent le TTIP »*, juge Alan Confesson, conseiller municipal (PG) de Grenoble, qui avait fait le déplacement à Barcelone. La ville française, qui a adopté dès 2014 un « vœu » anti-TTIP, s'est portée candidate pour accueillir la prochaine réunion européenne, peut-être d'ici la fin de l'année.

« On se pose tous les mêmes questions, on a tous peur pour nos services publics », constate l'élus grenoblois. Le refrain est en effet revenu en boucle au fil des débats, en particulier du côté des mairies espagnoles gouvernées par des exécutifs de la gauche alternative depuis l'été 2015, comme Barcelone, Madrid ou encore **des villes de Galice** comme La Corogne. Pour ces exécutifs locaux, l'un des axes de leur mandat consiste à « remunicipaliser » des services de base, comme la gestion de l'eau ou le ramassage des déchets. Ce qui n'est pas une mince affaire, parce qu'ils doivent souvent s'attaquer à des contrats liant l'exécutif qui les précédait avec des multinationales... Si le TTIP passe, ils sont persuadés qu'ils n'auront plus aucune chance d'y arriver.

TTIP, une impasse ?

« La mairie de Barcelone s'est fortement engagée pour remunicipaliser la gestion de l'eau »

« La mairie de Barcelone s'est fortement engagée pour remunicipaliser la gestion de l'eau »

[aujourd'hui prise en charge par une filiale de Suez – ndlr]. *Cela nous permettrait notamment de faire baisser les tarifs pour les habitants. Mais l'on redoute qu'avec le TTIP, ces objectifs ne deviennent encore plus difficiles à réaliser »*, a expliqué Pisarello. En Catalogne, pas moins de 80 % de la gestion de l'eau est privatisée. Du côté de la mairie socialiste de Vienne en Autriche, où plus de 60 % des habitants vivent dans des logements sociaux, *« il est impensable pour nous de remettre en cause ce système de subventions en faveur*

du logement, mais le TTIP pourrait bien l'attaquer », a regretté Omar al-Rawi, un élu viennois de la majorité, qui veut *« tout faire pour bloquer le TTIP »*.

Beaucoup d'élus présents se sont aussi inquiétés d'une perte de leur souveraineté. *« En Belgique comme ailleurs, la classe politique est très déconsidérée. Notre popularité est presque nulle, parce que la population a l'impression que l'on n'a de l'influence sur rien »*, a résumé d'entrée de jeu Olivier Deleuze, ex-coprésident du parti belge Écolo, aujourd'hui bourgmestre (maire) de l'une des 19 communes qui forment la région de Bruxelles. *« Mais le niveau local reste le niveau de pouvoir le moins touché. J'ai certes peu d'influence sur le TTIP, mais je peux réparer un trottoir, construire un arrêt de bus. Si l'on empêche les municipalités de faire au moins ces choses-là, de décider si l'on peut par exemple servir des aliments avec ou sans pesticides à la cantine, ce sera catastrophique pour la démocratie. Les élus locaux vont rejoindre la grande confrérie des politiciens bagarreurs et impuissants. »*

« La bataille du TTIP est gagnable »

Stéphanie Charret, elle, a fait le déplacement depuis sa ville de Nangis (Seine-et-Marne, 8 300 habitants) qui a adopté, en décembre 2015, une motion à l'unanimité : anti-CETA, anti-TTIP et anti-TISA. *« Mettre en relation les élus locaux, partager nos expériences, nos informations et nos inquiétudes, c'est une étape primordiale pour préparer la suite de la bataille »*, juge cette maire adjointe issue de la société civile, et rattachée au Front de gauche. Elle redoute en particulier, alors que sa commune est située sur un territoire où pourraient être exploités des gaz de schiste, les conséquences du traité sur l'énergie : *« Jusqu'à présent, les municipalités peuvent s'opposer au travail d'exploration. Mais si le TTIP passe, on ne sait pas ce qu'il pourrait se passer. »*

Dans ce contexte, le durcissement de la position française, avec un secrétaire d'État chargé du dossier **qui menace de bloquer** les négociations du TAFTA, n'est bien sûr pas passé inaperçu. *« Les mobilisations de la société civile obligent les gouvernements à*

prendre des positions plus tranchées. Le discours de Paris n'est pas dénué d'ambiguïtés, mais cela permet au moins d'en finir avec ce mythe selon lequel "tout va bien, madame la marquise", et d'encourager les mouvements à poursuivre », réagit Pablo Sanchez Centellas, l'organisateur des rencontres pour la mairie de Barcelone. À ses yeux, « cette bataille du TTIP est gagnable » même si, sur le front des mobilisations d'élus locaux, « il y a encore du pain sur la planche ». De son côté, Pablo Muñoz, adjoint à l'urbanisme de la ville de Saragosse (670 000 habitants), à mi-chemin entre Madrid et Barcelone et elle aussi remportée l'an dernier par une plateforme citoyenne « indignée », insiste sur « l'imaginaire politique » en train de naître. « Je ne crois pas que le plus important, ce soit ce qu'il se dit. Nous représentons tous ensemble des millions de citoyens d'Europe, et ce n'est pas si fréquent que des villes aux profils si différents décident de se rencontrer sur des sujets pareils », estime Muñoz dont la municipalité, elle, n'a pas encore trouvé de majorité pour faire voter une résolution anti-TTIP, en l'absence de soutien des socialistes locaux.

« Nous devons être capables de dire non au TTIP, bien sûr, mais aussi de dépasser cette attitude d'opposition, et de dire oui aux stratégies de coopération entre villes. Nous devons mettre en avant une autre idée de l'Europe », poursuit l'élus espagnol. Ce fut l'un des fils rouges des deux jours de débat, en forme de numéro d'équilibriste dans lequel les Espagnols sont souvent très à l'aise : conjuguer le rejet des traités commerciaux en cours de négociation avec un parti pris favorable à l'Union. Pisarello, le numéro deux de la mairie de Barcelone, avait aussi assisté au **lancement du DiEM à Berlin**, le mouvement imaginé par Yanis Varoufakis, censé enclencher l'écriture d'une nouvelle constitution pour l'Europe à horizon dix ans, et renforcer sa légitimité démocratique. L'adjoint au maire vient de publier en Espagne **un livre d'entretiens** sur le sujet avec l'ex-ministre des finances grec, qui mise en particulier sur tout un réseau d'élus locaux à travers l'Europe.

[[lire_aussi]]

« Les États ne sont pas à la hauteur des défis européens. C'est évident dans la crise des réfugiés, mais aussi dans les négociations commerciales. Nous avons l'obligation de montrer qu'il existe des alternatives à ce genre de traités, explique à Mediapart Gerardo Pisarello. Les villes sont en première ligne dans la gestion du quotidien des gens. Et dans tous ces secteurs, du logement à la gestion de l'eau, nous devons prouver que des politiques alternatives à l'austérité imposée par les États membres et Bruxelles existent. »

« Si l'Union ne réagit pas à temps face aux crises qu'elle traverse, elle finira par s'effondrer et tomber aux mains de forces xénophobes et d'extrême droite. Notre défense du souverainisme municipal s'inscrit dans une démarche européenne et internationaliste », poursuit l'ancien professeur de droit. Sur le front des réfugiés, Barcelone était déjà monté au créneau début avril avec **un déplacement très médiatisé d'Ada Colau à Bruxelles** pour exhorter la commission et les États membres, y compris le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy, à accueillir davantage de réfugiés. Mais cette mise en scène n'a, jusqu'à présent, pas fondamentalement changé la donne au niveau espagnol.

Tandis que l'horizon européen semble bouché, les villes ont-elles les réponses aux « polycrises », pour reprendre l'expression de Jean-Claude Juncker, qui secouent le continent et menacent d'emporter l'UE ? À Barcelone en cette fin de semaine, les élus voulaient y croire. En attendant, cette première réunion d'élus anti-TTIP s'inscrit dans une démarche plus large et hétéroclite d'initiatives nouvelles, celle des **sommets du « plan B »** comme du DiEM de Varoufakis, qui cherchent à faire sortir de ses rails idéologiques la machine bruxelloise. La question, désormais, est de savoir si elles parviendront à gagner en puissance dans les mois à venir.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.